

Quelle opposition ?

Écrit par Jacques Garelo
Mardi, 02 Mai 2017 00:00



A la fin de cette semaine nous aurons un Président, ou une Présidente. Mais qu'importe ? De toute façon l'avenir de notre pays est mal engagé. Un quart seulement du corps électoral aura gagné ces élections, encore faut-il préciser que ce sera avec amertume. A ce niveau, jamais la légitimité démocratique d'un élu n'aura été aussi faible.

Les autres trois quarts marqueront leur indifférence, ou spéculeront sur une majorité parlementaire d'opposition capable de neutraliser ou d'amoindrir les inévitables dérives élyséennes. Quelle sera la répartition entre indifférents résignés ou revanchards mobilisés ? Le résultat et le score atteint seront sans doute déterminants, on n'en sait donc rien à cette heure.

Evidemment on ne peut écarter les scénarios Mitterrand en 1981 et 1988, et Chirac en 2002. Dans ces trois cas, la dynamique de la présidentielle s'est prolongée par la constitution d'une union pour la majorité présidentielle (appelée la gauche, le PS ou l'UMP). Mais c'était l'époque du septennat, avec la possibilité de corriger en cours de route une erreur d'aiguillage au départ. C'est ce qui s'est passé au détriment de Mitterrand en 1993 et de Chirac en 1997 : l'opposition a entraîné la cohabitation 1986-1988 (gouvernement Chirac), 1993-1995 (gouvernement Balladur) et 1997-2002 (gouvernement Jospin). Le quinquennat a changé la donne puisque présidentielles et législatives sont simultanées. Le bon sens voudrait que celles-ci prolongent celles-là, mais les choses se compliquent pour l'électeur dans la mesure où, du côté Macron au moins, les candidatures sont déjà de toutes origines, de tous partis, de toutes opinions. Les socialistes traîtres au PS s'auto-proclament déjà « avec Macron » sur leurs affiches. Mais il

Quelle opposition ?

Écrit par Jacques Garelli
Mardi, 02 Mai 2017 00:00

faudra faire place aussi aux amis de Bayrou, de Borloo, sans parler des cohortes de gens « issus de la société civile ». Il est vrai que quelques Républicains insoumis sont investis par Marine Le Pen. Ainsi rien n'est-il joué pour les législatives à cette heure.

Les anciens compétiteurs de Macron et Le Pen jouent donc désormais la carte d'un troisième tour : ils reviendront majoritaires à l'Assemblée et le gouvernement sera le leur ou, au minimum, un gouvernement de coalition.

Mais les candidats étiquetés LR et UDI peuvent-ils récupérer sans problème l'électorat qui leur a permis de conquérir les régions en 2015 ? L'argument anti-présidentiel sera-t-il suffisant ? A les entendre, beaucoup de leaders actuels de la potentielle opposition en sont sûrs : les Français voudront effacer l'erreur du 7 mai et se précipiteront pour porter leurs suffrages sur les candidats de la droite et du centre.

Pour l'instant, rien ne justifie cet optimisme. Qu'on le veuille ou non, à tort ou à raison, la classe politique dans son ensemble a été discréditée, et ce discrédit global menace les candidats les mieux implantés et qui n'ont rien à se reprocher. Des candidatures dévalorisées Dans la plupart des circonscriptions se présenter avec pour argument essentiel l'appartenance à l'opposition future sera s'exposer à l'échec. Beaucoup d'électeurs ne se mobiliseront que s'ils savent quelle sera cette opposition. Opposition purement destructrice, ou opposition constructive et crédible ? Qu'est-ce qui dominera : la peur du chaos (le fameux « retour à la Quatrième République) ou l'attrait d'un vrai programme de gouvernement ?

S'ils veulent constituer une opposition crédible aux yeux des électeurs de juin, les battus du premier tour de la présidentielle ont d'ores et déjà l'obligation de songer à un programme fondé sur une offre politique nouvelle. En ont-ils les moyens, en ont-ils l'intention ? Les moyens sont réduits par leur division. Si l'UDI a obtenu 92 investitures, le programme de ce parti sera-t-il le même que celui de LR ? Cohabitation ou coopération ? Certes on prévoit un programme commun, confié à Eric Woerth ; mais ne s'annonce-t-il pas d'ores et déjà comme la reprise des funestes mesures du quinquennat sarkozien ? Ou bien va-t-on présenter un programme copié-collé sur celui de Macron – ce qui laisse présager non pas une cohabitation mais une coopération ?

La seule issue possible est celle d'un vrai programme de rupture, avec des réformes de structure inspirées par un vrai choix de société, c'est à dire d'un programme de liberté, doté d'une cohérence aussi bien éthique que fonctionnelle. En avril et mai, le vote libéral n'aura pu

Quelle opposition ?

Écrit par Jacques Garelli
Mardi, 02 Mai 2017 00:00

s'exprimer. Est-ce possible en juin ? Espérons que quelques candidats manifestent leur indépendance et leur lucidité en s'engageant sur une authentique opposition, et sur les seules valeurs d'une société harmonieuse et prospère : liberté, responsabilité, propriété et dignité de l'être humain. Efforçons-nous au cours des prochaines semaines de les repérer, de les stimuler et de les accompagner.